

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

2 mars 2020

Rédacteurs

Gestion
Recherche Economique

Mauvaises habitudes

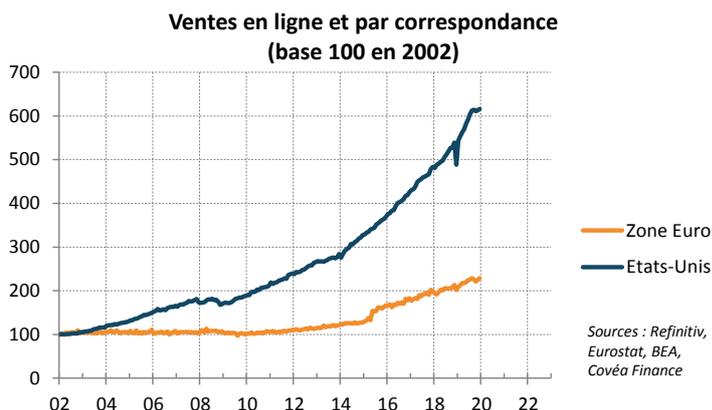
Le classement des distributeurs dans le monde fait apparaître la société Amazon dans le trio de tête, derrière Costco et le géant Walmart. Au-delà de la suprématie américaine, ce dernier comptage confirme la poursuite de la rupture dans nos modes de consommation et de distribution. Les ventes « en ligne » sont assurément un élément structurant de ce bouleversement dans nos habitudes. Mais on notera aussi que le commerce via internet bénéficie de la rencontre de 2 tendances. D'une part, la montée en puissance de sentiments de culpabilité de certains consommateurs lors de leurs achats sur les sites de la grande distribution. Sentiments moins exacerbés dans l'anonymat de l'ordinateur ou du téléphone. Et d'autre part, l'appétit pour les produits locaux, dès lors qu'ils sont déposés à nos portes et qu'ils nous assurent d'échapper à toutes crises phytosanitaires.

Ainsi, les consommateurs consomment. Mais cette consommation transite moins par les magasins et oblige les centres commerciaux à se réinventer pour survivre dans une logique de rationalisation. Ils repensent leur organisation en y installant notamment des offres de services, des loisirs à la santé, ou des appartements résidentiels. Autant de vecteurs à même de faire repartir le trafic piétonnier grâce à ces nouvelles «expériences vécues» en attendant que les acteurs de la distribution traditionnelle et ceux du e-commerce convergent à la fois par des offres sur l'ensemble des canaux et par des rachats mutuels d'enseignes.

Ces changements de comportement sont déclinés parmi d'autres constats de rupture dans notre OPC Covéa Ruptures. Ils participent également au diagnostic de déflation que nous faisons depuis longtemps dans nos Perspectives Economiques et Financières. Car certes, le nouveau consumérisme célèbre le renouvellement permanent des produits et la transparence de leurs sources, chasse le gaspillage et donne de la valeur à l'immédiateté. Surtout, il institutionnalise la quête du meilleur prix au dépens de la fidélité à telle ou telle marque. A ce propos il faut souligner pourtant la double exception (autre polarisation) de l'hyper luxe et des nouvelles griffes, littéralement marqueurs de ces tribus numériques d'acheteurs-rois et militants.

Nous vivons donc des bouleversements majeurs à l'œuvre que tout investisseur de long terme doit appréhender. Ils ont été rendus possibles par le croisement des progrès technologiques digitaux et le traitement de données de masse par l'intelligence artificielle. Le choc d'offre actuel que représente le coronavirus a des effets sur les chaînes de production globale. Il nous rappelle les enjeux de l'interdépendance et de l'interconnexion. Un sujet de nature à faire réfléchir les consommateurs connectés, devenus intolérants à tout retard de livraison !

La forte dynamique des ventes en ligne aux Etats-Unis et en Zone euro



« Ainsi les consommateurs consomment. Mais cette consommation transite moins par les magasins et oblige les centres commerciaux à se réinventer pour survivre »



[Écoutez le podcast](#)

Sommaire

Suivi des marchés p2
Marchés obligataires
Marchés des changes
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3
Etats-Unis
Europe
Asie

Tableaux synthétiques p6
Indicateurs macro
Indicateurs de marchés

Suivi des Marchés

Obligataires

Les craintes grandissantes de récession mondiale à mesure de la propagation du virus ont entraîné une correction brutale des marchés. Les dettes souveraines cœur européennes et américaine ont joué leur rôle d'actifs refuges et vu leurs rendements baisser fortement. La baisse est plus marquée aux Etats-Unis (-35pb sur la référence 10 ans à 1.15%) où la Fed dispose de davantage de marges de manœuvre pour baisser les taux. En Europe, le mouvement de baisse a été de plus faible ampleur. On note que toutes les primes de risque se sont écartées contre l'Allemagne. L'Italie a été l'un des pays les plus impactés avec un taux 10 ans à 1.10%, en hausse de 20 pb sur la semaine.

Sur les marchés du crédit, la tension est particulièrement violente sur le segment du haut rendement avec les secteurs les plus exposés aux conséquences du coronavirus qui sous-performent nettement, tel que le transport.

Changes

L'Euro progresse de 1,3% sur la semaine face au Dollar à 1,100 Dollar pour un Euro. Face au Sterling, la monnaie européenne s'apprécie de 3% à 0,862 Sterling pour un Euro. Enfin, l'Euro baisse de -1,9% face au Yen à 119 Yens pour un Euro.

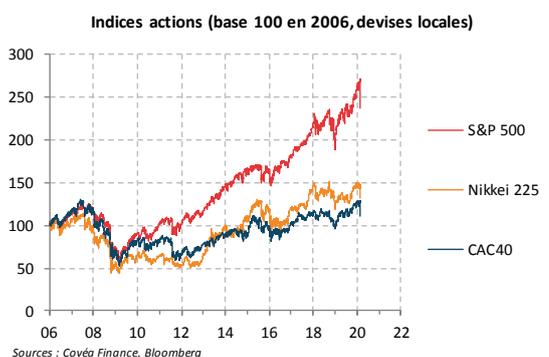
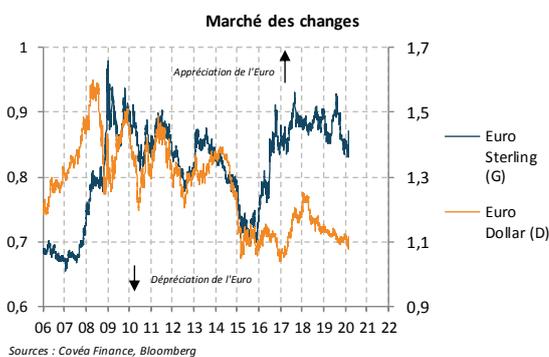
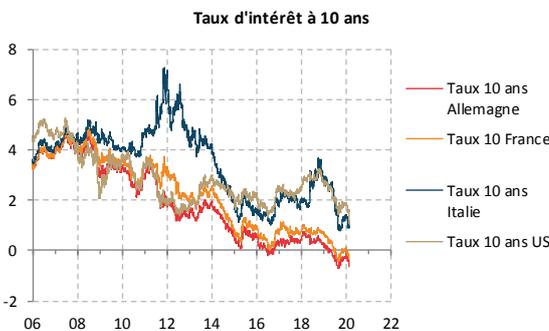
Actions

Les marchés actions européens se replient de 11,80% sur la semaine (MSCI EMU, Union Economique et Monétaire) sur crainte de propagation de l'épidémie de Coronavirus et de son impact sur la croissance mondiale. Les deux baisses hebdomadaires supérieures à 11% de l'indice européen remontent au 05/05/2011 lors de la crise grecque et au 21/11/2008 lors de la crise bancaire, loin cependant des 21,70% de baisse hebdomadaire enregistrés le 10/10/2008. Sur la semaine comme depuis le début de l'année, le secteur des services aux collectivités se démarque par sa surperformance. Il signe la seule performance sectorielle positive depuis début 2020 (+6.8%), soutenue par une faible dépendance au cycle économique et par sa sensibilité aux projets liés à la transition énergétique. Le secteur de la finance signe la plus forte baisse hebdomadaire (-14%) dans un contexte d'aversion au risque marqué et d'accélération à la baisse des taux longs européens.

A l'exception du groupe SEB (+1,8% sur la semaine suite à la publication de ses résultats 2019), toutes les valeurs de l'indice MSCI EMU sont en repli. Parmi les plus fortes baisses (supérieures à 20% sur la semaine), figurent des sociétés particulièrement endettées comme AB Inbev qui publie des résultats 2019 inférieurs aux attentes et Altice Europe, ou encore Deutsche Lufthansa, cette dernière étant prioritairement affectée par la baisse du trafic aérien.

La semaine est marquée par le développement du corona virus (Covid-19) en dehors de la Chine avec de nouveaux foyers en Corée du Sud, en Italie et dans une moindre mesure en France. Le risque d'une pandémie a fait baisser l'ensemble des marchés sans discernement. Cependant les marchés chinois ont mieux résisté en raison d'une petite décélération de l'épidémie. Le risque de pandémie a aussi fragilisé la devise Indonésienne qui s'est dépréciée de près de 4% en une semaine contre le dollar.

Aux Etats Unis la semaine a été marquée par la plus forte correction boursière enregistrée en une semaine depuis 2008, les investisseurs, jusqu'ici complaisants à l'égard des risques de propagation de l'épidémie de Coronavirus dans le monde, ont pris la mesure des effets induits sur les chaînes d'approvisionnements et sur les résultats des entreprises. Dans ce contexte, l'énergie et les financières subissent les plus importants replis pénalisés par la chute des cours du pétrole et des taux longs. Dans un mouvement de quasi panique, même les secteurs jugés défensifs ont été délaissés à l'image de l'immobilier ou des services aux collectivités. Le message accommodant de la FED a toutefois permis de limiter la baisse voire de susciter un léger rebond sur des valeurs qui avaient particulièrement corrigé notamment dans la technologie ou les loisirs.

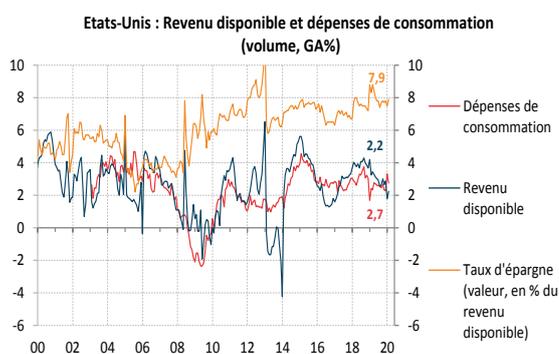


Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Le taux d'épargne rebondit suite à la belle progression du revenu en janvier »

Les statistiques publiées cette semaine suggèrent une résistance de la demande des ménages américains en ce début d'année. La confiance du consommateur calculée par le Conference Board se maintient à un niveau élevé en février (130,7 après 130,4), soutenue par des perspectives futures en nette progression, tandis que l'évaluation de la situation actuelle



reculait légèrement. Cet optimisme pourrait néanmoins être mis à mal dans les prochaines semaines face à la diffusion de l'épidémie du coronavirus qui touche désormais les Etats-Unis. Par ailleurs, le revenu disponible réel des ménages s'inscrit en hausse de 0,5% en glissement mensuel en janvier, ce qui porte sa croissance annuelle à 2,2%, un rythme en modération par rapport à la moyenne de 2019 (2,9%). Les dépenses de consommation réelles progressent légèrement sur le mois et affichent une croissance annuelle de 2,7%. Corollaire de cette progression plus dynamique du revenu que des dépenses, le taux d'épargne rebondit à 7,9% du revenu disponible, après 7,5% en décembre. **Dans l'industrie, les commandes de biens durables témoignent d'une accélération des dépenses d'investissement en janvier.** Les commandes de biens intensifs en capital hors défense et aviation s'inscrivent en hausse de 1,1% en glissement mensuel, ce qui porte la croissance annuelle à 1,4%.

Les commandes de machines se redressent (+2,1%) après deux mois de recul. En raison d'une baisse marquée dans le secteur volatil de la défense (-40% après +90% en décembre), les commandes totales se replient néanmoins de 0,2% sur le mois. **Dans l'immobilier, les ventes de maisons neuves s'inscrivent de nouveau en forte hausse en janvier** (+7,9% en glissement mensuel) et confirment le maintien du dynamisme du secteur en 2020. Le prix moyen d'une maison individuelle neuve franchit ce mois-ci le seuil de 400 000\$, soit une croissance annuelle de près de 5% en lissé 3 mois. Enfin, l'estimation préliminaire du solde commercial de janvier fait état d'une réduction du déficit en janvier. Cette amélioration est liée à une contraction plus forte des importations que des exportations (-2,2% contre -1% sur le mois), dans le contexte de perturbations des chaînes de production en Chine. Le Président de la Fed a publié un communiqué très court vendredi visant à rassurer sur le fait que **la Réserve fédérale se tient prêt à réagir si l'épidémie de coronavirus devait dégrader les perspectives** pour l'activité économique américaine.

Elections 2020

Primaire démocrate

La primaire démocrate de Caroline du sud, pour laquelle 54 délégués étaient en jeu le 29 février, a été très largement remportée par Joe Biden. L'ancien Vice-Président, qui comptait sur ce quatrième scrutin pour se relancer après des débuts décevants, a récolté 48% des suffrages, nettement devant Bernie Sanders qui réunit 20% des votes. Tom Steyer, Pete Buttigieg et Elizabeth Warren suivent avec respectivement 11%, 8% et 7%. M. Steyer et Buttigieg ont annoncé dans la foulée qu'ils renonçaient à leur candidature, ce qui pourrait bénéficier à M. Biden dans la mesure où leur ligne modérée est relativement proche de la sienne. Sur le plan des délégués, M. Sanders totalise 56 délégués, contre 48 pour M. Biden, alors que se profile le Supertuesday le 3 mars au cours duquel 15 Etats voteront pour allouer un total de 1357 délégués, soit environ un tiers du nombre total de délégués. Un minimum de 1991 délégués doit être réuni par un candidat pour emporter l'investiture lors de la convention démocrate qui se déroulera du 13 au 16 juillet 2020.

A venir

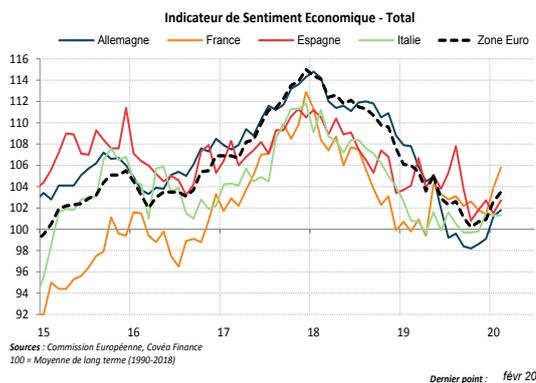
- 3 mars : Supertuesday (15 Etats, 1357 délégués)

Europe

« Les effets du Covid-19 ne se reflètent pas encore dans les indicateurs de confiance »

L'indicateur de sentiment économique (ESI) de la Commission européenne indique une amélioration de l'activité en février pour un 4ème mois consécutif, malgré la propagation du Covid-19. L'indice a atteint 103,5 (+0,9 pt sur un mois) et se maintient donc au-dessus de sa moyenne de long terme (100). Cette amélioration reflète essentiellement la progression de la confiance des consommateurs et, dans une moindre mesure, des directeurs d'industrie. L'enquête ne note pas d'évolution significative au niveau des services, de la vente au détail et de la construction. Les perspectives sur l'emploi

Suivi Macroéconomique



sont toutefois en léger repli. Au niveau des principaux pays, l'ESI a connu une amélioration marquée en France (+1,9) et en Espagne (+1,2), tandis qu'elle a été plus modérée en Allemagne (+0,6). En Italie, l'indice est resté inchangé.

En janvier, l'encours des crédits aux ménages poursuit sa progression et affiche, sur l'année, une croissance de 3,7%, un plus haut depuis la crise. Ce dynamisme reflète des conditions de financement très accommodantes et une confiance encore bien orientée. **La croissance des crédits aux entreprises, en revanche, reste stable à 2,6%, en-dessous du pic enregistré en septembre 2018.** Ce ralentissement peut illustrer un attentisme des entreprises dans un contexte d'incertitudes encore élevées.

La dynamique des prix s'est modérée en février selon les estimations préliminaires. Ce ralentissement apparaît principalement lié à la dynamique des prix de l'énergie. L'inflation recule ainsi en France où elle atteint 1,6% (contre 1,7% en janvier), en Espagne à 0,9% (contre 1,1%) et en Italie à 0,3% (contre 0,4%). En Allemagne, l'accélération de l'inflation sous-jacente semble compenser le recul de la composante énergétique. L'inflation allemande accélère légèrement et atteint 1,7% (contre 1,6% le mois précédent).

En Allemagne, le marché du travail fait toujours preuve de résistance. Le nombre de chômeurs recule à nouveau au mois de février tandis que le taux de chômage reste stable, sur un plus bas historique à 5%. Cette bonne tenue témoigne de la résistance du secteur des services. Elle peut aussi refléter la flexibilité du marché du travail allemand, notamment le recours au chômage partiel.

Après la démission d'Annegret Kramp-Karrenbauer, la CDU a annoncé que son nouveau président sera désigné le 25 avril, lors d'une réunion extraordinaire du congrès du parti. A l'heure actuelle les candidats donnés favoris par les sondages apparaissent plutôt dans l'aile droite du parti, alors qu'Angela Merkel représente un positionnement plus centriste. Un changement de la ligne directrice du parti pourrait fragiliser la coalition avec les socio-démocrates du SPD, dont la nouvelle présidence, élue en décembre dernier, se situe plus dans l'aile gauche que la précédente.

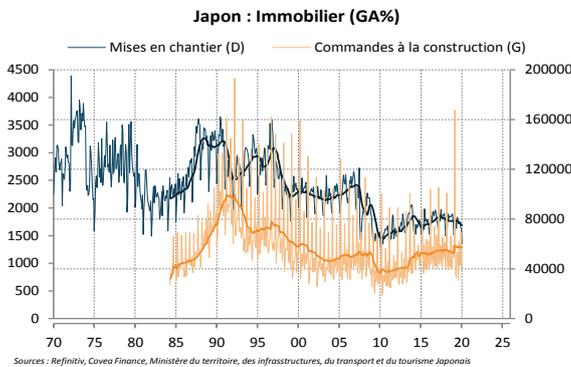
La propagation du Covid-19 s'accélère hors des frontières chinoises et notamment en Italie, pays européen le plus touché par l'épidémie. Alors que seuls 3 cas avaient été confirmés par l'OMS dans son bulletin du 21 février, le décompte est passé à 1128 à la date du 1er mars (dont 29 décès). La grande majorité des cas se concentre en Lombardie (région de Milan) et en Vénétie (région de Venise). En plus d'être particulièrement exportatrices, ces deux régions représentaient respectivement 22% et 9% du PIB italien en 2018. En réaction à la propagation, le gouvernement a placé plus de 50 000 individus en quarantaine dans les 11 communes entourant le principal foyer italien de l'épidémie à environ 60 km au sud de Milan. L'activité de nombreuses entreprises a été perturbée et des événements sportifs et culturels ont été annulés. Les premières retombées économiques devraient être visibles dès la publication finale des PMI de la semaine prochaine. Ce choc exogène devrait affecter encore davantage une économie structurellement fragile. Après une contraction de -0,3% au T4 2019, l'Italie risque d'entrer en récession dès le T1 2020. **Roberto Gualtieri, ministre de l'économie italienne, a annoncé le dimanche 1er mars un plan de relance de 3,6 Mds€ (0,2% du PIB)** notamment à travers la mise en place de crédits d'impôt pour les entreprises dont le revenu a chuté de 25% ou plus. Des financements supplémentaires et baisses d'impôt bénéficieront également au système de santé. Ces fonds s'additionnent aux 900 M€ qui avaient été annoncés le vendredi 28 février pour les régions les plus affectées (moratoire des impôts, prêts bancaires). En conséquence, le gouvernement va formellement demander à la Commission européenne l'autorisation d'accroître son déficit en 2020.

Concernant les négociations du Brexit, d'importantes lignes de fracture apparaissent entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne, alors que le gouvernement britannique et la Commission européenne ont présenté cette semaine leurs lignes directrices pour les négociations. La question des services financiers, des zones de pêche ainsi que l'établissement d'un « cadre concurrentiel équitable » constituent autant de points de divergence. Boris Johnson menace de quitter la table des négociations dès le mois de juin s'il juge que les avancées ne sont pas suffisantes. En ce cas, le Royaume-Uni reviendrait aux règles de l'OMC.

Suivi Macroéconomique

Asie et autres émergents

« Au-delà de la crise sanitaire, la situation économique du Japon se dégrade »



Au Japon cette semaine, la publication des premières données de consommation des ménages et de ventes des détaillants pour le mois de janvier ne font pas apparaître pour le moment d'effets spécifiques liés à l'épidémie de Covid-19. La baisse des ventes s'est poursuivie sur le mois conséquence de la hausse de la TVA opérée au cours du mois d'octobre. Une surprise plus négative est venue toutefois du secteur de la construction, avec l'annonce du plus faible nombre mensuel de mises en chantier opérées depuis 2010. Sur le front de l'emploi, on relèvera la légère remontée du taux de chômage de 2,2% à 2,4%, ainsi

que l'accélération brusque de la baisse du ratio offres / demandes d'emploi. Des publications qui semblent confirmer, au-delà des problématiques liées à la crise sanitaire actuelle, la dégradation de la dynamique de l'économie japonaise.

En Chine, l'indicateur du climat des affaires PMI mesuré par le bureau des statistiques chinoises se contracte très fortement sur le mois de février, en lien avec le COVID-19. Dans le secteur manufacturier, l'indice PMI enregistre son plus fort recul historique depuis le début de la série (2005). Il passe, sur le mois, de 50 à 35,7, en-dessous du plus bas niveau atteint lors de la grande crise financière (à 38,8). Le secteur non-manufacturier connaît une trajectoire similaire et passe de 54,1 à 29,6.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		sept.-19	oct.-19	nov.-19	déc.-19	janv.-20	févr.-20	mars-20	
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-0,2	-0,8	-0,5	-0,9	-0,8			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	2,7	2,3	2,3	3,3	2,7			
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	208	185	261	147	225			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	-0,7	-0,9	-0,2	1,4				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,1	3,2	3,3	3,0	3,1			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,7	1,8	2,1	2,3	2,5			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4479,4	4496,6	4501,1	4463,4	4478,5		
		Taux de chômage (%de la population active)	7,5	7,5	7,5	7,4			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,8	0,7	1,0	1,3	1,4		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	91,1	91,9	92,3	93,0	93,4	94,2	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	3,7	1,9	3,2	2,2			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-5,1	-5,7	-6,1	-8,6			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	1,6	2,3	0,1	-0,8			
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	95,7	98,2	97,2	96,3	95,9		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	11,4	13,0	14,2	14,7	9,3	10,6	
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	0,4	-0,4	1,1	2,1	-0,9		
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	0,4	-0,2	0,9	-3,0			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	1,3	-0,7	2,0	-2,2			
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,3	-2,5	-0,8	-3,8			
		PMI Manufacturier (Indice)	47,8	47,7	47,6	46,2	48,9	48,7	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	3,4	4,0	-0,3	1,0			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	0,5	-1,5	1,6	0,8			
		PMI Manufacturier (Indice)	47,7	46,8	47,5	47,4	48,5	50,4	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	3,2	1,3	1,6	4,1			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,8	-1,6	-2,5	-1,9			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,8	3,0	0,7	0,9	0,8		
Inflation (prix à la consommation, GA%)		1,7	1,5	1,5	1,3	1,8			
Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	10,4	-3,7	-1,4	-3,0			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-4,9	-10,2	-7,4	-5,6	-3,3		
	Chine	Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	0,4	0,0	0,1	-0,2			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,2	0,2	0,5	0,8	0,7		
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	0,6	1,2	-0,9	-2,2			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,9	2,5	3,3	4,3	4,2		
	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	3,9	3,1	0,7	1,7	1,1		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,0	3,8	3,5	3,0	2,4		

17/10/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	17/10/19	28/02/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 17/10/19 (% ou pbs)*	
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	2,00	1,75	0,00	-0,25	
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		BOE	0,75	0,75	0,75	0,00	0,00	
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00	
		Banque de Corée	1,25	1,25	1,25	0,00	0,00	
		Brésil	4,50	5,50	4,25	-0,25	-1,25	
		Russie	6,25	7,00	6,00	-0,25	-1,00	
		Inde	5,15	5,15	5,15	0,00	0,00	
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00	
		Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	1,75	1,15	-0,77	-0,60
	France OAT		0,12	-0,11	-0,29	-0,41	-0,17	
	Allemagne		-0,19	-0,41	-0,61	-0,42	-0,20	
	Italie		1,41	0,89	1,10	-0,31	0,21	
	Royaume-Uni		0,82	0,68	0,44	-0,38	-0,24	
	Japon		-0,01	-0,15	-0,15	-0,14	0,00	
	Corée du Sud		1,63	1,58	1,33	-0,30	-0,25	
	Brésil		6,72	6,56	6,68	-0,05	0,11	
	Russie	6,28	6,59	6,43	0,15	-0,16		
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	237,8	239,5	0,79	0,74	
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,11	1,10	-2,0	-1,1	
		Sterling	0,85	0,87	0,86	1,8	-0,4	
		Yen	122,0	120,7	119,0	-2,4	-1,4	
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1155	1179	1206	4,4	2,2	
		Real brésilien	4,0	4,2	4,5	11,6	7,6	
		Rouble	62,0	64,2	67,1	8,1	4,5	
		Roupie indienne	71,2	71,1	72,5	1,7	1,9	
		Yuan	7,0	7,1	7,0	0,4	-1,2	
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	2998	2954	-8,6	-1,5	
		Japon - Nikkei 300	352	331	312	-11,3	-5,5	
		France - CAC 40	5978	5673	5310	-11,2	-6,4	
		Allemagne - DAX	5971	5647	5288	-11,4	-6,4	
		Zone euro - MSCI EMU	132	127	119	-9,6	-5,9	
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	7182	6581	-12,8	-8,4	
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2078	1987	-8,7	-4,4	
		Brésil - Bovespa	118573	105016	104172	-12,1	-0,8	
		Russie - MICEX	3076	2749	2785	-9,5	1,3	
		Inde - SENSEX	41254	39052	38297	-7,2	-1,9	
		Chine - Shanghai	3050	2977	2880	-5,6	-3,3	
		Hong Kong - Hang Seng	28190	26848	26130	-7,3	-2,7	
	MSCI - BRIC	1129	1030	1042	-7,7	1,1		
	Euro	S&P (€)				-6,7	-0,3	
		Nikkei 300 (€)				-9,1	-4,1	
		FTSE 100 (€)				-14,3	-8,0	
	Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	395	367	-5,5	-7,2
			Indice CRB**	402	394	395	-1,6	0,2
		Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	60	51	-23,5	-15,7
Métaux précieux		Prix de l'once d'Or	1523	1498	1567	2,9	4,6	
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5739	5635	-8,7	-1,8	

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

17/10/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.